

DIPLOMATIE Réunis lundi 8 décembre, les ministres des affaires étrangères des Quinze n'ont pu cacher l'absence de consensus sur les moyens de procéder à l'élargissement de l'Union d'abord à six - Chypre et cinq pays d'Europe centrale - puis à cinq autres nouveaux membres. ● CE MANQUE d'approche commune devrait singulièrement compliquer le sommet européen qui doit se tenir à la fin de la semaine à Luxembourg. ● ALORS QUE LA FRANCE entend obtenir des garanties sur le financement de l'Union et la pérennité des politiques communes (agricole et d'aide aux régions), l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Espagne entendent que rien ne vienne retarder le début des négociations d'adhésion. ● L'ADHÉSION à l'Union apparaît, pour les Baltes, comme une nécessité économique mais aussi comme une garantie de sécurité à l'égard de la Russie.

ment de l'Union d'abord à six - Chypre et cinq pays d'Europe centrale - puis à cinq autres nouveaux membres. ● CE MANQUE d'approche commune devrait singulièrement compliquer le sommet européen qui doit se tenir à la fin de la semaine à Luxembourg. ● ALORS QUE LA FRANCE entend obtenir des garanties sur le financement de l'Union et la pérennité des politiques communes (agricole et d'aide aux régions), l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Espagne entendent que rien ne vienne retarder le début des négociations d'adhésion. ● L'ADHÉSION à l'Union apparaît, pour les Baltes, comme une nécessité économique mais aussi comme une garantie de sécurité à l'égard de la Russie.

ment de l'Union d'abord à six - Chypre et cinq pays d'Europe centrale - puis à cinq autres nouveaux membres. ● CE MANQUE d'approche commune devrait singulièrement compliquer le sommet européen qui doit se tenir à la fin de la semaine à Luxembourg. ● ALORS QUE LA FRANCE entend obtenir des garanties sur le financement de l'Union et la pérennité des politiques communes (agricole et d'aide aux régions), l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Espagne entendent que rien ne vienne retarder le début des négociations d'adhésion. ● L'ADHÉSION à l'Union apparaît, pour les Baltes, comme une nécessité économique mais aussi comme une garantie de sécurité à l'égard de la Russie.

ment de l'Union d'abord à six - Chypre et cinq pays d'Europe centrale - puis à cinq autres nouveaux membres. ● CE MANQUE d'approche commune devrait singulièrement compliquer le sommet européen qui doit se tenir à la fin de la semaine à Luxembourg. ● ALORS QUE LA FRANCE entend obtenir des garanties sur le financement de l'Union et la pérennité des politiques communes (agricole et d'aide aux régions), l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Espagne entendent que rien ne vienne retarder le début des négociations d'adhésion. ● L'ADHÉSION à l'Union apparaît, pour les Baltes, comme une nécessité économique mais aussi comme une garantie de sécurité à l'égard de la Russie.

ment de l'Union d'abord à six - Chypre et cinq pays d'Europe centrale - puis à cinq autres nouveaux membres. ● CE MANQUE d'approche commune devrait singulièrement compliquer le sommet européen qui doit se tenir à la fin de la semaine à Luxembourg. ● ALORS QUE LA FRANCE entend obtenir des garanties sur le financement de l'Union et la pérennité des politiques communes (agricole et d'aide aux régions), l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Espagne entendent que rien ne vienne retarder le début des négociations d'adhésion. ● L'ADHÉSION à l'Union apparaît, pour les Baltes, comme une nécessité économique mais aussi comme une garantie de sécurité à l'égard de la Russie.

Les Quinze abordent l'élargissement de l'Europe en ordre dispersé

La France et l'Allemagne développent une approche différente de l'ouverture à l'Est : les premiers veulent des garanties avant de se lancer dans l'aventure alors que les seconds entendent que rien ne vienne retarder le début des discussions

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

« Ce sera un sommet très compliqué », estimait lundi soir 8 décembre Hubert Védrine, le ministre des affaires étrangères, à l'issue de la dernière réunion consacrée par les Quinze à la préparation du Conseil européen qui, en fin de semaine à Luxembourg, doit lancer le processus d'élargissement de l'Union vers l'Est.

A ce stade, les solutions proposées dans le rapport soumis par la présidence luxembourgeoise aux chefs d'Etat et de gouvernement, qui serviront donc de trame aux débats, sont éloignées de celles défendues par la France. Cela reflète, sur les principaux points examinés, une vraie divergence entre l'Allemagne et la France.

« Les Conseils européens sont toujours des compromis », rappelle M. Védrine. Comme les choses sont parties, on peut craindre qu'après l'échec d'Amsterdam sur la réforme institutionnelle, en juin, la France se trouve maintenant contrainte

d'engager les négociations qui vont conduire à l'adhésion d'une dizaine de pays d'Europe centrale et de Chypre sans qu'aucune précaution n'ait été prise sur le financement de l'opération.

Le point le plus sensible est le suivant : la France et d'autres parmi les pays membres estimaient, avec la Commission, qu'avant de donner le feu vert à l'élargissement, les Quinze devaient s'entendre sur les grandes orientations concernant le financement de l'Union au cours de la période 2000-2006, ainsi que sur celles des futures réformes de la politique agricole commune (PAC) et des politiques d'aides régionales (fonds structurels).

Il ne s'agissait pas de négocier de façon détaillée les propositions qu'a soumises la Commission dans son « Agenda 2000 » pour accompagner l'élargissement, mais de dessiner le cadre communautaire dans lequel se déroulerait celui-ci. Bref, de prendre quelques précautions pour éviter que, par manque de préparation, l'Union soit accusée, le moment venu (les déci-

sions financières doivent être prises au plus tard en 1999) sans moyens suffisants pour financer les politiques existantes.

Les Français voulaient, par exemple, que soient rappelées les décisions de 1992 sur les ressources propres qui plafonnent à 1,27 % du PIB communautaire les moyens mis à la disposition de l'Union. Ils demandaient, dans le même esprit, que l'on programme de manière distincte les dépenses relevant de la vie de l'Union et celles résultant de son prochain élargissement ; enfin, qu'un minimum de garanties soient données quant à la pérennité de la PAC et des fonds structurels.

RENDEZ-VOUS EN AVRIL

« Nos arguments sont de logique et de bon sens ; on ne peut pas avancer dans le brouillard, ni raisonner sérieusement sur l'élargissement sans en mesurer les dépenses », commentaient d'une même voix Hubert Védrine et Pierre Moscovici, ajoutant que la France « aurait du mal à donner son accord » si elle n'obtenait pas quelque chose sur ce

point. Mais les Allemands, les Néerlandais et, pour des raisons opposées, les Espagnols, ne sont pas d'accord et semblent convaincus qu'ils n'auront pas trop à féliciter pour surmonter la réticence française.

Les Allemands et les Néerlandais entendent écarter tout débat qui risquerait de retarder l'ouverture des négociations d'adhésion. En particulier un débat sur le financement qu'ils seraient les premiers à compliquer... Car, s'ils ne peuvent pas revenir sur le plafond de 1,27 % du PIB fixé à Edimbourg en 1992 (il faudrait l'unanimité), ils entendent que les dépenses de l'UE à Quinze, égales aujourd'hui à 1,15 %, restent très en deçà de ces 1,27 % et que les moyens supplémentaires disponibles servent à l'élargissement. Ils veulent par ailleurs que leur « contribution nette » au budget européen, jugée beaucoup trop élevée, soit écartée. C'est une série de revendications difficiles à accepter par les autres Etats membres et sur lesquelles il pourrait être tout aussi difficile de trouver un compromis

en l'espace d'un seul Conseil européen.

L'opération d'élargissement, qui va se dérouler sur une douzaine d'années, risque fort, elle aussi, de ne pas être conduite selon le schéma proposé par Paris. Il en va ainsi notamment parce que la Conférence permanente - qui, dans l'esprit des Français, devait rassembler les Quinze et l'ensemble des candidats (les dix d'Europe centrale et orientale, Chypre et la Turquie) -, mal-aimée de l'Allemagne, est peu à peu vidée de tout sens.

Un point au moins semble acquis : les négociations en vue de l'adhésion seront engagées avec cinq candidats d'Europe centrale et Chypre. Il s'agit de la Pologne, de la Hongrie, de la République tchèque, de la Slovaquie et de l'Estonie. Elles débuteront en avril ou en mai.

Différentes initiatives, à ce stade source de confusion, sont envisagées afin de ne pas démotiver les autres candidats : la Conférence permanente, voulue par les Français, serait solennellement lancée à Londres, au niveau des chefs d'Etat

et de gouvernement, le 28 février 1998. Vue de Paris, ce devrait être l'enceinte où tous les candidats à l'adhésion se retrouveraient pour parler de questions d'intérêt commun, mais sans pour autant négocier. Elle est en train de perdre de sa substance. Les Allemands, les Scandinaves, sans la rejeter, lui préfèrent un forum à quinze plus onze, c'est-à-dire d'où les Turcs seraient exclus et où les candidats de l'est de l'Europe et Chypre pourraient faire le point de manière périodique sur les négociations en cours. Il est prévu, dans cet esprit, de convoquer une réunion des ministres des affaires étrangères des Onze et des Quinze le 31 mars à Bruxelles.

Comment réagiront les Turcs, qui n'acceptaient déjà l'idée de la Conférence que dans la mesure où elle apparaissait comme un début de concrétisation de leur droit à, un jour, adhérer à l'Union ? Ce sera l'une des inconnues du sommet de la fin de la semaine.

Philippe Lemaître

« L'alliance franco-allemande ne doit pas se faire au détriment d'autres pays »

LIONEL JOSPIN, dans un entretien publié mardi 9 décembre par le *Financial Times* de Londres, le premier entretien accordé à un journal étranger depuis sa prise de fonctions, déclare : « Il n'est pas utile de parler d'un axe franco-allemand alors qu'il y a d'autres pays, y compris des petits, avec des identités fortes. » « L'al-



VERBATIM

liance existe et reflète la reconstruction de l'Europe après guerre. Elle a joué un rôle pour résoudre des crises. Mais cette alliance ne doit pas se faire au détriment d'autres pays comme l'Italie et l'Espagne - ni bien sûr de la Grande Bretagne ».

Relevant que le Royaume-Uni n'a pas dans le passé pris en Europe la place qui lui revenait, M. Jospin estime que « les choses, sans aucun doute, sont en train de changer ». « Le gouvernement (de Tony Blair) est plus ouvert, plus européen : il souhaite clairement jouer un rôle plus important ».

Interrogé sur Tony Blair, il souligne : « Nous sommes tous les deux attachés à la force des identités nationales et croyons que nos pays ont un rôle à jouer dans le monde. » « Il y a certainement des différences marquées sur le rôle de l'Etat, ajoute-t-il également. Mais en Europe il est intéressant de mélanger les cultures et de faire des compromis. Je ne suis pas sûr que ce serait une bonne chose si tout le monde adoptait la même approche économique, spécialement sur des questions qui peuvent être traitées au niveau national. »

Le premier ministre réaffirme l'importance d'avoir le plus grand nombre de pays dans l'Union monétaire. « Quand on prend la décision historique d'intégrer l'Europe, on ne doit pas le faire avec un petit groupe de cinq ou six pays ». Il défend la nécessité d'une coordination des politiques économiques de la zone euro et son refus que les pays n'adoptent pas l'euro, comme la Grande-Bretagne, soient associés au Conseil de l'euro où s'opérera cette coordination. « Le Royaume-Uni, qui a inventé les clubs, ne doit pas se plaindre d'être exclu. »

Les Baltes font de l'intégration européenne un gage de leur sécurité

RIGA

de notre envoyé spécial

« Les Européens ont subi les pressions des Russes ! » : à Vilnius, Yolanta Jacovskiene, conseillère du vieux combattant nationaliste Vytautas Landsbergis et président de l'Assemblée lituanienne, ne cache pas son dépit devant la décision de la Commission européenne de ne retenir qu'un seul des trois Etats baltes, l'Estonie, dans sa liste des pays aptes à commencer les négociations d'élargissement avec l'Union. Pour les Baltes, les seuls pays de l'ancien empire soviétique à être admis dans le cercle des européens, la perspective de l'adhésion est à la fois une reconnaissance, une garantie de sécurité, de liberté, et la justification des sacrifices consentis depuis le début des années 90 pour tenter de se rapprocher du modèle européen.

C'est ce que leurs dirigeants ont rappelé à Pierre Moscovici, ministre français délégué aux affaires européennes, venu leur rendre visite du 3 au 6 décembre dans leurs capitales respectives. A une semaine du sommet de Luxembourg, où les Quinze doivent lancer le processus d'élargissement, le ministre les a assurés que Paris n'excluait personne. Il les a invités à ne pas se décourager et à poursuivre leurs efforts d'adaptation. « Ce qui compte, ce n'est pas d'aller le plus vite, c'est d'être le mieux préparé », a-t-il souligné au terme de son périple, à Riga.

L'adoption, lors de l'indépendance, des règles démocratiques occidentales, la décision d'ouvrir leurs économies aux lois du marché n'ont pas résolu d'un coup de baguette magique, comme certains en avaient rêvé, le fossé économique et social avec l'ouest. Si la plupart des jeunes démocraties sont parvenues à sortir du carcan de l'économie administrée, à jeter les bases d'une société civile, il y a encore beaucoup à faire pour consolider les acquis. Le coût social, souvent lourd, ne met pas à l'abri de mauvaises surprises. Le fossé s'est creusé entre des élites économiques au train de vie tapageur, une nouvelle classe de très jeunes fonctionnaires formés au contact de l'Occident, et des sociétés qui, dans leur profondeur, ont du mal à suivre le rythme du changement, payant un prix social élevé.

A Tallinn, à Riga et à Vilnius, les Mercedes et autres voitures de luxe tiennent le haut du pavé, les touristes sont conviés dans des centres-villes

flambant neufs, mais les retraités, les laissés-pour-compte du communisme sont dans la misère ; les classes moyennes peinent à sortir la tête de l'eau.

De cela, il est pourtant rarement question dans les discussions avec les dirigeants, qui préfèrent insister sur le retour aux grands équilibres macro-économiques. Après la chute de la production et la flambée des prix qui ont suivi l'indépendance, les Républiques baltes se targuent de taux de croissance enviables, d'une inflation sous contrôle, et, en bons élèves de Bruxelles et du FMI, de politiques de rigueur budgétaire que plus d'un gouvernement européen pourrait prendre en modèle. Les crises financières des années 1994-1995 ont permis d'assainir le réseau bancaire et les investisseurs étrangers sont les bienvenus. L'Estonie a donné l'exemple en privatisant très vite. La Lituanie et la Lettonie ont embrayé le pas. Au ministère des affaires européennes de Vilnius, le jeune vice-ministre chargé des privatisations, Mindaugas Paunksnis, un économiste de vingt-neuf ans, souligne que 75 % du PNB est réalisé par le privé, que le gouvernement a lancé la procédure pour la privatisation des quatorze dernières grandes entreprises d'Etat.

Selon Bruxelles, seule l'Estonie est apte à négocier son entrée dans l'Union

Faute de choix, cette thérapie de choc ne suscite que peu de discussions. A Riga, où l'on se prépare aux prochaines élections de 1998, les réformes ne sont remises en cause par aucun des principaux partis. A Tallinn, le ministre des affaires étrangères, Henrik Ilves, un ancien de Radio Free Europe devenu ambassadeur aux Etats-Unis après l'indépendance, insiste sur la volonté de l'Estonie de poursuivre une libéralisation totale. Il tente de projeter l'image d'une République « branchée », ouverte aux innovations et à l'étranger, où, affirme-t-il, il y a plus de personnes connectées à internet qu'en France.

La proximité de la Finlande a largement profité à la petite République, qui accueille des flots de touristes scandinaves. En revanche, l'existence

d'une forte communauté russe - près de 30 % de la population - pèse sur les relations avec Moscou, qui s'emploie en permanence à rappeler sa présence. Tout autant qu'une nécessité économique, la candidature à l'Union est pour les Baltes une garantie de sécurité d'autant plus importante que l'OTAN a pour le moment renoncé à les prendre en charge pour ne pas provoquer les Russes. « L'adhésion à l'Union est aujourd'hui notre priorité », confirme M. Ilves.

Cette pression russe pèse davantage encore sur les deux autres Républiques. Elle fait redouter aux Baltes de devenir un enjeu de pouvoir entre Moscou et l'Europe. Vilnius a dû accepter de laisser un droit de passage aux Russes vers leur territoire de Kaliningrad (ex-Königsberg), qui abrite d'importantes installations militaires et se retrouverait enclavé dans l'Union européenne en cas d'intégration de la Lituanie.

La Lettonie, avec ses trois ports, est une plaque tournante du commerce russe, notamment pour ses exportations de pétrole. C'est la plus russifiée des trois Républiques, la plus sujette à la corruption, aux trafics mafieux. La communauté russe représente plus de la moitié de la population de Riga, où elle tient les affaires, notamment le commerce avec la Russie, et plus de 40 % dans l'ensemble du pays. Elle entretient des rapports complexes avec les autorités lettones, qui posent des conditions draconiennes à son intégration. Le gouvernement, dirigé depuis juillet par le premier ministre nationaliste Guntars Krasts, s'est attiré des remontrances de Bruxelles, qui redoute des dérapages peu compatibles avec une intégration.

La fragilité de la situation lettone illustre les risques de l'élargissement pour les Européens, obligés de prendre de lourdes responsabilités sans savoir toujours clairement où ils mettent les pieds. « Dieu merci, nous avons l'objectif de l'Union européenne. C'est la seule médecine pour rester sur la route de l'économie de marché et de la démocratie. Si nous perdons cet objectif, ce serait un désastre économique et politique », résume le premier ministre des affaires étrangères letton après l'indépendance, Janis Jurkans, qui anime aujourd'hui avec quatre députés l'un des partis d'opposition aux nationalistes. A charge pour les Européens de ne pas décevoir.

Henri de Bresson